

Conséquences du Brexit pour les secteurs agricole et alimentaire en Irlande

Carmel Cahill

Séance de l'AAF

5 mai 2021

Effets macro-économiques

- Toutes les études formelles (modélisations faites avant 2021) confirment que, parmi les pays membres restants de UE, l'Irlande sera le pays le plus fortement impacté par le Brexit. Perte de PIB entre 2.8% et 7.0% selon le scénario. (ESRI, Copenhagen Economics, OCDE)
- L'accord conclu est un « accord de libre échange (FTA) » ni le pire scénario, ni le meilleur. Les mêmes études estiment la perte potentielle de PIB autour de 3-4% dans un scénario type FTA
- L'impact fort sur l'Irlande résulte de l'intégration profonde entre les deux économies. Un vecteur principal est le commerce et en particulier le commerce agricole et alimentaire.
- Le taux d'échange euro/livre et sa volatilité est important aussi.

Le TCA (Accord de Commerce et Coopération), Qu'est qu'il comprend ?

- C'est un accord qui permet les échanges sans droits de douane et sans contingent, de manière réciproque, mais seulement pour les biens.
- Pas d'engagement de la part du Royaume Uni sur une continuation de l'alignement réglementaire, pas de provisions de reconnaissance mutuelle des normes, pas d'accord sur l'évaluation de conformité.
- Règles d'origine assez contraignantes.
- Donc, formalités douanières, contrôles sanitaires, relations commerciales plus compliquées, coûts de transaction plus élevés.

Incertitudes sur le plan politique, inconnus sur la mise en œuvre

- Les deux parties ont la possibilité de suspendre le TCA si problèmes majeurs. Et le TCA contient une clause de révision (tous les cinq ans) possibilité de rééquilibrage
- Le Protocole Irlande du Nord qui fait partie de l'accord de retrait doit être consenti (reconfirmé) par l'Assemblée de l'Irlande du Nord en 2024, clause de sauvegarde, Donc, des négociations perpétuelles s'ouvrent!
- Quel potentiel de divergence réglementaire et dans quel sens ? Bien-être animal, étiquetage, mention obligatoire du pays d'origine des produits?
- Quels accords vont être conclus avec l'anglosphere – Australie, Nouvelle Zélande, États Unis, Canada et avec les pays d'Amérique latine ? Quelle menace pour l'Irlande ?

Echanges agricoles et alimentaires entre l'Irlande et le Royaume Uni

- 44% des exportations agricole et alimentaire d'Irlande sont destinés au Royaume Uni
 - Viande bovine - 50%
 - Produits Laitiers – 42%
 - Champignons – 90%
 - Produits Transformés – 30%
- 54% des importations agricoles et alimentaires d'Irlande sont en provenance du Royaume Uni
- 45% des intrants (bruts et intermédiaires) du secteur alimentaire et boissons proviennent du Royaume Uni (y compris Irlande du Nord)

Impact d'un accord de libre échange (illustration tirée d'une étude de 2018) *

	Exportations totales	Exportations vers Le Royaume Uni	Production
Secteur bovin	-22%	-28-35%	-14%
Secteur laitier	-19%	-37%	-10%
Produits transformés	-16%	-45%	-12%

*Hypothèse d'une importante divergence réglementaire.

Interprétation ?

- Sous-jacent il y a une augmentation des coûts de transactions de +2-4% due aux formalités douanières et jusqu' à +10% due aux divergences réglementaires.
- Selon cette étude le choc sera absorbé en grande partie par la production, et moins par une diversification des exportations vers d'autres pays de l'UE ou vers des pays tiers
- Ceci reflète un secteur bovin à faibles marges tant au niveau de l'exploitation qu'au niveau transformation et donc peu compétitif au niveau mondial, un secteur laitier plus résilient car plus compétitif, et un secteur ovin qui pourrait éventuellement récupérer une part du marché européen que les Britanniques pourraient perdre.

Quel potentiel de diversification des exportations irlandaises vers d'autres pays de l'UE et vers des pays tiers

De nouveaux obstacles se présentent

- 53% des exportations irlandaises à destination autres que le Royaume Uni transitent par le « land bridge » c'est-à-dire, traversent le Royaume Uni en camion. Des coûts augmentés et des retards sont déjà constatés. Ceci réduit la compétitivité des exportations irlandaises de manière générale.
- L'alternative – la voie directe maritime – est plus coûteuse, beaucoup plus longue, et vulnérable aux conditions météorologiques, problème pour les produits périssables
- Quelques problèmes initiaux sont en train d'être résorbés mais le coût augmenté du transport et le coût de l'allongement des temps de trajet (et des retards éventuels) vont persister.
- Dans ce contexte aussi, risque pour la compétitivité du secteur bovin, et en moindre mesure pour le secteur laitier.

Quels enseignements tirés des évolutions depuis le 1 janvier 2021 ?

- Pendant les deux premiers mois chute très importante des exportations irlandaises vers la Grande Bretagne, augmentation vers l'Irlande du Nord, et très légère augmentation vers d'autres destinations (comparaison avec 2018, CSO, Dublin). Mais les experts (Teagasc) prévoient une nette amélioration sur le reste de l'année. Donc, effets a court terme relativement modérés.
- Multiples facteurs – confinement strict au Royaume Uni depuis décembre, constitution de stocks pendant les derniers mois de 2020, manque de préparation et tracas administratifs, malgré le fait que les contrôles britanniques ne sont pas encore en place.
- Chute très importante aussi des importations alimentaires irlandaises en provenance du Royaume Uni due à un manque de préparation côté Royaume Uni (contrôles UE en place depuis 1 janvier,) et aux règles d'origines.

Pour terminer (mais pas conclure)

- A part le Royaume Uni lui-même l'Irlande est le plus grand perdant du Brexit, et son secteur agricole et alimentaire est très lourdement impacté.
- Quelques spécificités tendent à aggraver l'impact, c'est le plus grand secteur « indigène », très important pour l'économie hors Dublin et sa région, et comprend un tissu dense de PME.
- Le TCA évite le pire, mais reste un accord très partiel qui laisse beaucoup d'incertitudes
- Le contexte géopolitique général est potentiellement instable
- L'échelle de l'impact sur les secteurs agricoles et alimentaires irlandais dépendra, en outre, du niveau de divergence réglementaire qui apparaîtra, et sur les provisions des FTAs avec des pays tiers, surtout avec les pays de l'anglosphere et Mercosur, et du taux d'échange.